

INTERVIEW CROISEE : ALAIN MARTY (DEPUTE DE LA 4^E CIRCONSCRIPTION DE MOSELLE) ET JEAN-MARC BREME (PRESIDENT DE LA FDSEA DE MOSELLE)

Les enjeux d'un puissant secteur de l'économie française

Entre idéal forgé à l'aune des signaux émis par la société et réalité économique d'un secteur économique aux allures de géant aux pieds d'argile, l'agriculture reste un poids lourd du commerce extérieur français.

La 58^e finale départementale des labours sera cette année encore, la rentrée syndicale pour le monde agricole. Quelle perception avez-vous de l'économie agricole locale ?

- **Alain Marty** : Je suis un élu très attaché à la ruralité, aux politiques de proximité, humaines, faites de rencontres où la parole de l'homme engage autant que le contrat. Et qui mieux que les agriculteurs représente ces valeurs, la préservation de la terre, de nos territoires ruraux et de la transmission d'un héritage paysan et agricole ? Lors de mes rencontres dans ma circonscription, je suis confronté aux problématiques de l'agriculture, la pénibilité de ce métier, les incertitudes du marché, de la météo... mais néanmoins de la fierté éprouvée de faire ce métier. Alors que nous sommes aujourd'hui près de 7 milliards d'hommes et que d'ici 2050 ce chiffre atteindra les 9,5 milliards, les enjeux que représentent l'agriculture et l'alimentation ne sont pour moi pas de vains mots mais bel et bien de véritables défis.

C'est dans ce marché mondialisé que l'agriculteur connaît des évolutions qu'il ne maîtrise pas, sécheresse en Russie, en Ukraine, inondations en Floride, ou récemment en Australie, émeutes de la faim. Ces événements font varier les cours de nos récoltes et engendrent spéculation, incertitude des marchés et volatilité des prix, et nous constatons qu'une agriculture de proximité, une agriculture raisonnée et cohérente doit retrouver toute son importance.

Nicolas Sarkozy ne s'est pas trompé en plaçant, dans son discours prononcé en janvier 2011 dans le Bas-Rhin, les agriculteurs au cœur du développement des territoires ruraux.

Alors que le marché de l'économie agricole est perpétuellement sous tension, le retour à une agriculture durable, locale et territorialisée revêt ici tout son sens. Aussi, est-il compréhensible que de plus en plus de regroupements d'agriculteurs et coopératives à taille familiale, proposent de retrouver le sens d'une production raisonnée, avec une commercialisation directe avec le consommateur. Evitant la multiplication des intermédiaires et permettant aux producteurs de vendre à un prix qu'il aura déterminé sans qu'il n'y ait répercussion sur le prix final.

Tout à fait concrètement, en Moselle, sur mon territoire, le «Marché de Perrette» permet à neuf agriculteurs locaux qui se sont associés de proposer aux habitants du secteur une autre manière de consommer. Le principe : des clients qui s'engagent pour une année à acheter chaque semaine un



Alain Marty : député de la 4^e circonscription de Moselle.

panier de produits de la ferme. En échange, ils sont certains de repartir avec des aliments frais, de qualité, plein de saveurs et dont ils sont sûrs de la provenance.

Par ailleurs, sur ma ville de Sarrebourg, deux fois par semaine les agriculteurs peuvent profiter d'un vaste espace de la place du Marché pour proposer en direct leurs produits aux consommateurs.

- **Jean-Marc Brème** : Cette année, la finale départementale des labours se déroule dans un canton très rural de notre département. C'est une des occasions où la profession agricole doit renouveler le message essentiel du poids de ce secteur d'activité dans l'économie de notre pays.

Nos élus n'ont pas toujours à l'esprit que l'agriculture, au-delà du rôle nourricier confié par la société, est un poids lourd du commerce extérieur français.

En temps que frontaliers, les mosellans y sont d'autant plus sensibles.

Tout le monde sait que le déficit commercial français se creuse de façon inquiétante. En 2010, il a atteint 51,4 milliards d'euros.

Beaucoup moins de monde sont capables de vous dire que dans ce contexte, l'excédent des échanges agroalimentaires français, à lui, atteint 8 milliards d'euros. Et la tendance a de quoi faire des envieux puisque nous sommes en progression de 2,7 milliards par rapport à 2009.

Les cinq premiers mois de 2011 sont tout aussi encourageants. En mai 2011, l'excédent des échanges agroalimentaires connaît sa meilleure progression depuis le début de l'année, en cumul, l'excédent dépasse 4,5 milliards d'euros, soit 2 milliards de plus que celui de la période correspondante de 2010.

L'emploi, un autre repère essentiel pour nos décideurs, est tout aussi éloquent. L'agriculture et ses emplois induits pèsent 14 % de la population active. Si nous nous intéressons au secteur rural, on comprend que nous avons à faire à un secteur essentiel du tissu économique local.

Une fois ces messages passés, il faut, de façon toute aussi forte, savoir dire que deux leviers doivent être travaillés pour conserver cet atout majeur de notre économie. Le gouvernement et le législateur doivent, de concert et de façon urgente, faire baisser le coût du travail en agriculture et revaloriser significativement le revenu tiré de l'acte de production.

Des annonces suivies des faits

- **Le gouvernement a porté l'agriculture au rang des grandes orientations stratégiques du G20. Depuis le début de l'été où les délégations agricoles du G20 sont tombées d'accord, quelle analyse faites-vous des engagements pris ?**

- **Alain Marty** : Dans un contexte mondialisé où l'augmentation exponentielle de la population, où les émeutes de la faim se multiplient (Tunisie, Algérie, Sénégal, Haïti, Cameroun...) et où chaque jour ce sont près de 40.000 personnes qui meurent de faim dans le monde, Nicolas Sarkozy a souhaité, pour la première fois, inscrire au G20 l'agriculture et l'alimentation au cœur des enjeux de la présidence française.

Les accords obtenus sont historiques. Lors de ces rencontres, quatre problématiques majeures avaient été dégagées :

- Démographique : avec la prise de conscience de l'augmentation de la population, et des conséquences que cela impliquaient, notamment au niveau de l'augmentation nécessaire de la production.

- Economique : en intégrant le fait que la spéculation fait dorénavant partie intégrante de l'économie de marché agricole et que les premiers à en souffrir sont les producteurs eux-mêmes.

- Politique : les enjeux de l'alimentation sont au cœur de véritables guerres de la faim, de déplacements de population et de guerres civiles entraînées par les hausses répétées et massives des prix des produits alimentaires.

- Diplomatiques : nécessité d'avoir une vision globalisée de la situation pour agir localement, efficacement et durablement. Une gouvernance mondiale est nécessaire.

A cette occasion, un véritable consensus a pu être trouvé afin de permettre un plan d'action sur la volatilité des prix alimentaires et sur l'agriculture et luttant ainsi contre les nombreux abus et notamment par la mise en place d'un système d'information sur les marchés agricoles afin de permettre la transparence des marchés.

L'ensemble de ces mesures atteste de la volonté du Gouvernement et de Nicolas Sarkozy de mettre l'agriculture au cœur des enjeux du XXI^e siècle.

- **Jean-Marc Brème** : J'étais présent le 16 juin à Paris, parmi les 120 organisations agricoles et paysannes réunies, à l'invitation de la FNSEA et JA, pour échanger et construire un projet commun pour permettre à l'agriculture de répondre au défi alimentaire de ce XXI^e siècle.

Les ministres de l'Agriculture des pays du G20 ont construit un plan d'action sur la volatilité des prix alimentaires et sur l'agriculture. Cette déclaration ministérielle reprend pour l'essentiel les axes prioritaires arrêtés par les producteurs eux-mêmes, à savoir : augmenter la production et la productivité agricoles, renforcement de la transparence des marchés, ainsi que la lutte contre les excès de la volatilité des prix et des marchés.

Il est cependant regrettable qu'il ait fallu que les agriculteurs, partout sur la planète, connaissent de graves difficultés, pour que leurs demandes soient enfin entendues et traduites en volonté politique.

Il reste à souhaiter qu'au sommet de Cannes, en novembre prochain, les chefs d'Etat et de Gouvernement des pays du G20 confirment tous ces travaux.

Le monde agricole souffre beaucoup trop des annonces qui ne sont pas suivies de faits.

Baisser le coût du travail

- **Fin des quotas laitiers, prochaine réforme de la PAC, beaucoup d'incertitudes jalonnent l'avenir proche de ce secteur de l'économie. Quels encouragements souhaitez-vous adresser aux jeunes agriculteurs qui se rendront le 21 août à la finale des labours ?**

- **Alain Marty** : L'alimentation, l'eau, au même titre que l'or au XIX^e font faire l'objet de véritables convoitises et de déplacements massifs. Ce sont de réels enjeux pour les générations à venir ! Il est évident qu'il est primordial d'accompagner l'ensemble de nos agriculteurs et principalement les nouvelles générations afin de continuer à assurer notre production et notre rôle de premier producteur et premier exportateur agricole de l'Union européenne.

Je suis néanmoins conscient de la diminution des vocations chez les nouvelles générations. Pénibilité, incertitude, isolement pour certains, amplitudes des horaires ne sont pas de vains mots... Trop au fait de cette réalité pour la côtoyer tous les jours et conscient qu'il s'agit parfois de véritables tabous dans nos campagnes, j'ai interrogé le Gouvernement sur les mesures à appliquer afin d'enrayer ces difficultés et mieux accompagner ces acteurs.



Jean-Marc Brème, président de la FDSEA.

S'il est malheureusement difficile d'agir sur la pénibilité du travail, il me semble primordial de permettre aux agriculteurs d'avoir un revenu décent. Fruit de leur travail et non de subventions. L'agriculteur est un entrepreneur qui doit être rémunéré pour son savoir-faire.

Par ailleurs, apporter de la lisibilité, veiller à avoir une sécurité alimentaire, simplification de certaines normes administratives trop pesantes, sont, là encore, les enjeux pour les nouvelles générations. Mais tout n'est pas négatif, la sécheresse que nous avons traversée a pu démontrer la solidarité agricole qui représente un espoir pour le devenir de cette profession et pour les générations à venir.

Enfin, je souhaiterais rappeler le rôle éminent joué par les syndicats agricoles, notamment la FDSEA ou les JA, qui, par leur activité syndicale, accompagnent au quotidien les agriculteurs, et jeunes agriculteurs dans leur métier mais aussi dans leur vie...

- **Jean-Marc Brème** : Avant tout, la finale départementale est un jour de fête. Le monde agricole y fait la démonstration des valeurs qui ont forgé les femmes et les hommes qui développent et transmettent des entreprises performantes. Mon premier message va donc aux organisateurs de cette grande manifestation pour les encourager à toujours plus de réussite. Aux candidats qui s'affrontent sur le plateau du concours, je souhaite bonne chance.

Plus généralement, je veux dire dans cette année où le climat secoue un peu brutalement nos entreprises, que nous ne pouvons rester éternellement le maillon faible des filières agroalimentaires. Il est impératif que l'ensemble des organisations professionnelles pèsent, dans la définition de leur stratégie comme dans le travail de lobbying auprès des élus, pour redonner aux producteurs du pouvoir économique, du revenu, et surtout des perspectives.

Propos recueillis par Pierre DIVOUX et Cédric COLLOT